



Notre avenir se décide le 9 juin prochain

Les élections européennes ont lieu dans quelques jours. Le 9 juin, nous serons toutes et tous invités à nous exprimer pour décider de l'Europe que nous voulons.

En 2019, la France était marquée par un élan d'espoir sans précédent.

Des milliers de jeunes, partout sur le territoire, se sont rejoints dans des marches pour le climat historiques. Avec un seul mot d'ordre : pensez à notre avenir et mettez la préservation de l'environnement au cœur des politiques européennes.

La jeunesse s'engageait, se révoltait partout en Europe et dans le monde.

Je faisais partie de ces jeunes. Ces marches ont été pour moi le point de bascule, le moment où je me suis dit que je ne pouvais plus seulement déplorer l'inaction climatique, mais m'engager pour la combattre.

L'espoir était immense : l'élection de militantes et militants pour le climat au Parlement européen, comme Marie Toussaint qui a fait condamner l'État pour inaction climatique, la venue de Greta Thunberg à Bruxelles, laissait préfigurer de véritables changements. Et oui, nous avons obtenu, grâce aux écologistes, des avancées : sur le Pacte Vert, sur le crime d'écocide, sur l'interdiction de la pêche en eaux profondes, du plastique à usage unique, etc.

Face à la montée de l'extrême droite, face aux attaques répétées contre les droits des femmes, des minorités, des personnes migrantes, nous devons tenir bon. Dans un monde de plus en plus instable, l'Union européenne reste un symbole d'espoir : celui de la réconciliation entre des peuples qui, des siècles durant, se sont fait la guerre et ont désormais décidé d'unir leurs destins.

Mais c'est aussi une Europe construite pendant les Trente Glorieuses, construite sur un modèle de croissance sans fin où le libéralisme économique semblait la solution pour plus de prospérité. **Aujourd'hui, ce système est mis à mal sur tout le continent et au-delà** : crise climatique, crise sociale, crise du logement, crise démocratique aussi. Nous devons proposer une autre Europe, une Europe de la justice sociale et environnementale, une Europe qui défende ses valeurs de garantie des droits humains et des libertés fondamentales.

Pour défendre cette Europe, chaque voix compte.

Si vous ne pouvez pas voter le 9 juin (8 juin pour les Amériques), il est encore temps d'établir une procuration : rapprochez-vous de votre consulat, ou, si vous habitez loin d'un consulat, de votre consul honoraire s'il est français, pour établir une procuration.

Mathilde Ollivier

Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger. Vice-Présidente de la commission des affaires européennes. Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

1/ Nos actions pour une meilleure dématérialisation de l'état civil pour les Français-es établi-es hors de France

Une proposition de loi sur la dématérialisation de l'état civil a été examinée au Sénat au mois de mai. Cette dématérialisation s'inscrit dans une expérimentation du Registre de l'État Civil Électronique (RECE) depuis 2019, **qui vise à moderniser et simplifier les démarches administratives pour les citoyennes et citoyens nés à l'étranger** ou qui y ont vécu un événement de vie, et dont les actes d'état civil sont détenus par le Service central d'état civil (SCEC) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

J'ai déposé trois amendements à cette proposition de loi. Le premier proposait la mise en place d'une procédure d'alerte automatisée en cas de dysfonctionnement du service afin que les services techniques de l'administration en soient informés plus rapidement. Le deuxième amendement visait à rappeler l'importance de l'intégration de toutes les données d'état civil conservées par le SCEC dans le projet, afin de garantir une dématérialisation pratique et complète, y compris pour les actes d'état civil déjà établis. Le troisième amendement aurait permis de garantir une communication claire pour les usagers en cas de dysfonctionnement du système, afin de minimiser les perturbations et de réduire les délais d'attente.

Bien que rejetés, ces amendements ont été défendus pour garantir une dématérialisation de l'état civil plus efficace pour tous les citoyens et citoyennes, qu'ils résident en France ou à l'étranger.

2/ La transformation du service public de l'emploi et le rôle de France Travail en Europe et à l'international

Le 29 mai au Sénat, nous avons accueilli Thibault Guilluy, Directeur général de France Travail.

Au cours de mon mandat de conseillère des Françaises et Français de l'étranger, **j'ai toujours soutenu la possibilité d'organiser des conseils consulaires sur les questions relatives au travail**, à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage des Françaises et Français, alors que les services consulaires ont dans le même temps vu leurs prérogatives en la matière diminuer très fortement. Il y a quelques années encore, des conseillères et conseillers en charge de l'insertion professionnelle étaient affectés dans les consulats.

Cette rencontre était l'occasion d'échanger avec Thibault Guilluy, récemment nommé Directeur général de France Travail, sur les dispositifs en place pour soutenir les Françaises et Français de l'étranger : soutien au départ, accès aux formations prises en charge par les régions, développement de la plateforme EURES et de l'offre de mobilité internationale pour les demandeurs et demandeuses d'emploi, mobilité transfrontalière, etc.

J'ai également évoqué la question des droits à l'allocation chômage à l'étranger (Aide au retour à l'emploi, ou ARE), en particulier au sein de l'Union européenne, qui est importante notamment pour les personnes au chômage qui suivent leur conjoint-e à l'étranger et se heurtent à des barrières administratives importantes pour faire valoir leurs droits.

Je remercie le Directeur général, Thibault Guilluy et le Vice-Président du Sénat Loïc Hervé, d'avoir initié cette rencontre.



DERNIÈRES ACTUALITÉS



JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Les taxis volants à 1 million d'euros de Valérie Pécresse

Une chronique dans Quotidien qui a permis de mettre en lumière l'aberration du "vertport".

Le vertport, c'est 1 million d'euros d'argent public pour des taxis volants qui ne transporteraient qu'une personne à la fois pendant les Jeux olympiques et paralympiques.

Ultra-énergivore, polluant sur le plan sonore et comportant des risques sécuritaires... un projet hallucinant, supervisé par Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, et soutenu par le gouvernement. J'ai interrogé Valérie Pécresse à ce sujet lors de son audition au Sénat. Le ministre des Transports, Patrice Vergriete, soutient aussi ce projet.

NON AU VERTIPORT !
Je signe la pétition

PROPOSITION DE LOI SUR LES DROITS DES MINEUR·ES TRANS

La droite sénatoriale s'attaque aux personnes trans !

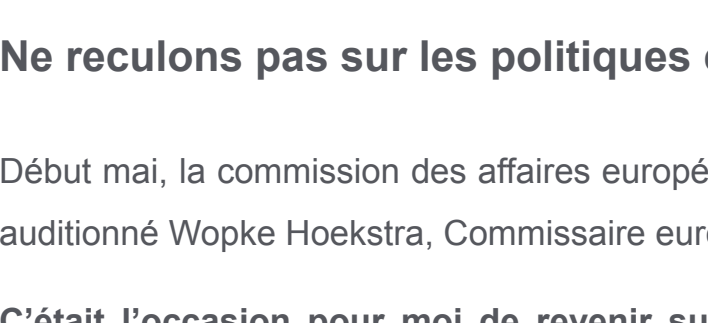
Le 28 mai, nous avons examiné au Sénat **une proposition de loi de la droite sénatoriale sur les droits des mineur-es trans**, qui représentait **une attaque terrible et sans précédent contre les personnes trans**. Cette proposition comprenait un seul article visant à modifier le code de la santé publique pour y ajouter que « *tout traitement médical et hormonal de transition de genre est interdit pour les mineurs* ».

J'ai reçu des dizaines de témoignages bouleversants. J'ai décidé, dans une vidéo, de vous lire l'un d'entre eux. (voir ci-contre)

Cette loi est malheureusement passée au Sénat, mais le combat continuera dans les prochains mois. Nous restons mobilisés pour défendre les droits des personnes trans et de toutes les minorités, à l'image de la proposition de loi déposée par ma collègue Mélanie Vogel et de la question écrite que j'ai déposée. **Même si ce texte a peu de chances d'aller plus loin, nous ne lâcherons rien.**

Ma question écrite au ministre de la Justice sur le changement de prénom des personnes trans

En savoir plus sur la proposition de loi de Mélanie Vogel



AUDITION DE WOPKE HOEKSTRA

Commissaire européen à l'Action pour le climat

Ne reculons pas sur les politiques climatiques européennes

Début mai, la commission des affaires européennes du Sénat - dont je suis vice-présidente - a auditionné Wopke Hoekstra, Commissaire européen à l'Action pour le climat.

C'était l'occasion pour moi de revenir sur la politique écologique de l'UE, qui recule constamment sur les engagements pris. Ce sont pourtant les citoyennes et citoyens européens qui avaient poussé la Commission européenne à agir, débouchant sur le fameux Green Deal (Pacte Vert) européen. Ce Pacte doit rester ambitieux, à la hauteur des enjeux face à la perte de biodiversité, au réchauffement climatique et à ses conséquences touchant d'abord les plus vulnérables.

J'ai également interpellé le Commissaire européen sur les importations d'engrais russes en augmentation, alors même que le détroitage des normes environnementales dans l'agriculture se fait sous couvert de souveraineté alimentaire. Ces pratiques sont en contradiction totale avec nos engagements environnementaux et géopolitiques. Je n'ai malheureusement pas eu de réponse précise sur ce point.



ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION SUD-AFICAINE AU SÉNAT

Les impacts des activités de TotalEnergies en Afrique du Sud

Nous avons accueilli le 15 mai au Sénat une délégation composée de membres de l'association sud-africaine [The Green Connection](#), de l'association de protection de l'océan [Bloom](#) et de pêcheurs sud-africains. Nous avons échangé en présence des sénateurs et sénatrices Yannick Jadot, Ghislaine Senée, Thomas Dossus, Ronan Dantec et Daniel Salmon.

Nous soutenons leurs actions contre les projets pétroliers et gaziers de TotalEnergies en Afrique du Sud, qui engendrent de graves conséquences sur le climat, la biodiversité et les conditions de vie et revenus des pêcheurs. C'est d'ailleurs le 21 mai dernier que trois ONG (BLOOM, Alliance Santé Planétaire et Nuestro Futuro), ainsi que huit survivantes et survivants, victimes ou proches de victimes du changement climatique, ont annoncé déposer plainte contre le conseil d'administration et les actionnaires de TotalEnergies, pour leur contribution néfaste au changement climatique et son impact fatal sur les vies humaines et non humaines. [Plus d'information sur cette plainte ici.](#)

Retrouvez aussi le **travail de la commission d'enquête demandé par le groupe écologiste au Sénat sur les moyens mobilisés et mobilisables par l'État** pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France [ici](#).



Mon déplacement ... au Maroc

Du 17 au 20 mai 2024 | Rabat

Le week-end dernier, c'était le *Printemps de la 9ème circonscription*, organisé par Français du Monde ADFE à Rabat, au Maroc.

J'ai pu échanger avec de nombreux représentant-es de l'association et élu-es des Françaises et Français de l'étranger du Maroc, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Tunisie, du Bénin et du Mali. Nous avons notamment rendu visite à l'association marocaine d'aide aux personnes trisomiques, à la Maison de retraite de Souissi, ainsi qu'aux agentes et agents de droit local.

Nous avons discuté des problématiques de la circonscription : santé, sécurité, enseignement, retraite, etc. Il nous faut agir pour une protection sociale et des services publics efficaces et à la hauteur des enjeux pour la communauté française.

MERCI à toute l'équipe de FDM-ADFE Maroc pour l'organisation !

Je lis le compte-rendu du déplacement

Je lis l'article du Petit Journal



APPEL À L'ACTION



Protégeons l'IVG en Europe

En Europe, plus de 20 millions de femmes n'ont pas accès à l'avortement. Il est inacceptable que des femmes meurent encore aujourd'hui.

Ensemble, nous pouvons tout changer.

Soutenez cette initiative proposée par des citoyen·nes de l'Union européenne (I.C.E.) et changeons les règles en Europe.

Je signe l'I.C.E.

DANS LA PRESSE

DÉBAT : Européennes 2024 : quelle est l'importance du scrutin pour les expatriés ? | [Le petit journal.com](#)

Mathilde Ollivier face à Valérie Pécresse sur le vertport des JOP 2024 | [Quotidien](#)

Mathilde Ollivier, l'invitée politique de Backseat, jeudi 23 mai

Mathilde Ollivier: "Reconnaître la diversité des Français à l'étranger est essentiel" | [Le petit journal.com](#)

[Cliquez ici pour vous désinscrire](#)

Mathilde Ollivier
Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger
15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06